L'Abeille de la Nouvelle-Orleans.

JOURNAL OFFICIEL DE L'ETAT DE LA LOUISIANE.—NOUVELLE-ORLEANS, LUNDI MATIN, 12 JUILLET 1852.

Imprimé et publié par G. F. WEISSE. N° 83, RUE DE CHARTRES.

NOUVELLE-ORLEANS: LUNDI MATIN, 12 JUILLET.

POUR PRESIDENT: **WINFIELD SCOTT.** DE LA VIRGINIE

POUR VICE PRESIDENT: **WM. A. GRAHAM.** DE LA CAROLINE DU NORD.

ELECTEURS

Pour président et pour vice-président:

Premier District—JACQUES TOUTANT, de St-Bernard, (substitut, J. B. WILKINSON Jr., de Plaquemines.)

Second District—CHRISTIAN ROSELIUS, d'Orleans: (substitut, CYPRIEN DUFOUR, d'Orléans.)

Troisieme District—DUNCAN F. KENNER, de l'Ascension; (substitut, FERGUS (GARDERE, de Jefferson.)

Quatrieme District—GEO. W. WATTERSTON, de Livingston: (substitut, R. J. BARROW, de Ouest Feliciana.)

Cinquieme District—ALEXANDRE DECLOUET de St Martin. (substitut, J. K. ELGEE, des Rapides.)

Sixieme District—ISAIAH GARRETT, de Ouachita.)

Convention.

Les travaux de la Convention marchent rapidement. Voici un sommaire de la séance de samedi:

L'article 11 de la présente Constitution a été entièrement supprimé. Cet article portait qu'une absence de l'Etat de quatre-vingt-dix jours constituerait interruption à l'acquisition de résidence exigée dans l'article 10. Le vote pour la suppression a été presque unanime.

L'article 12 a été maintenu, ainsi que l'article 13.

L'article 14 est ainsi conçu: Les membres du Sénat seront élus pour le terme de quatre années. Le Sénat assemblé aura le droit d'élire ses officiers tous les deux ans. Les mots: *tous les deux ans* ont été supprimés par la Convention. Le Sénat pourra donc nommer ses officiers pour le terme qu'il lui plaira.

Les articles 15 et 16 ont été référés au comité du département législatif.

L'article 17, portant qu'il faut être âgé de vingt-sept ans et citoyen des Etats-Unis depuis dix ans pour pouvoir être nommé sénateur, a été rétabli, rejeté, supprimé.

Les articles 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25 et 26 ont été adoptés sans amendement.

L'article 27, portant que les membres du clergé ne pourront pas être élus à la Législature, a été supprimé.

Les articles 28, 31, 32, 33, 34 et 35 ont été adoptés sans modification aucune.

L'article 36, portant qu'un trésorier de l'Etat sera nommé tous les deux ans par le vote réuni des deux Chambres de la Législature a été supprimé. Le trésorier sera selon toute probabilité, élu par le peuple. Ce serait infiniment mieux, puisque l'auditeur tient directement son mandat des électeurs. Pourquoi établir une différence dans le mode de nomination de ces deux officiers?

L'article 37 a été adopté sans amendement. C'est le dernier du titre 2 concernant le pouvoir législatif.

La Convention passera aujourd'hui au titre 3 relatif au pouvoir exécutif.

Nous reprenons qu'il est de la dernière inexactitude que M Fillmore ait jamais dit ou écrit un seul mot à la Convention de *sauver le parti whig* en votant pour M. Webster, et nous devons les journaux locaux de nous en donner la preuve. Les préférences du président étaient, personne ne l'ignore, acquises à ce dernier. Il ne voulait pas être considéré comme ayant manqué à la candidature et il s'était expliqué à cet égard avec un membre de la Convention. M. Webster battu, M. Fillmore ne pouvait avoir aucune objection à la désignation du général Scott. Quant à la plaisanterie télégraphique que l'organe locofoco de la Nlle Orléans a stéréotypée dans sa colonne de Nouvelles diverses, nous l'avons déjà vue représentant un magnifique canard. C'est étonnant comme nos confrères ont du goût pour ce volatile!

Les journaux démocrates qui, en 1848, faisaient un crime à M. Fillmore d'avoir vote au Congrès pour la reception de pétitions hostiles à l'esclavage trouvent aujourd'hui tout naturel que M. Pierce ait tenu la même conduite. Nous croyons, quant à nous, que le Congrès doit recevoir toutes les pétitions qui lui sont adressées, quitte à les déchirer ensuite indéliberément en public au barreau. Mais le *Courrier de la Louisiane*, par exemple, qui, il y a quatre ans, lancait toutes sortes d'imprécations à la tête de M. Fillmore, comment donc se tait-il qu'il rentre aujourd'hui ses terribles griffes pour caresser debonnairement le candidat démocrate à la présidence? C'est une question que nous lui avons déjà posée et à laquelle il a été bien garde de répondre. Il a mieux aimé faire de longues phrases et feindre de ne pas nous comprendre. Cette fois nous formulons de nouveau notre question de manière à ne laisser aucun doute dans l'esprit de nos confreres.

CHEMIN DE FER DU LAC PONTCHARTRAIN.—La prospérité de ce chemin, le premier qui ait été construit dans notre Etat, va croissant. Il a transporté, dans les neuf premiers mois de 1851, 14,000 passagers et un fret s'élevant à 47,000 bar. La recette du mois de Mai a été de $11,172 00. Au mois de juin de l'année dernière, le chiffre des voyageurs qui se rendaient à Pass Manchac n'avait pas dépassé 2,500 et le fret 36,000 barils, produisant un revenu de $8,294 01.

M. EGGERMAN, attaché récemment au bureau des terres, a Donaldsonville, se trouvait vendredi dernier a bord du bateau a vapeur *Latona* qui remontait le fleuve. M. Eggerman s'est jete a l'eau vers 8 heures du soir et s'est noye pendant que l'on cherchait a lui porter secours. Sa famille est a Donaldsonville.

Congrès.

Séance du 2 juillet.

SENAT.—M. Hunter présente une resolution invitant le président du Sénat à transmettre au gouverneur du Kentucky l'avis officiel de la mort de Henry Clay.—Adopte a l'unanimité.

M. Mangum propose un resolution enjoignant au comité d'arrangements de reunir tous les discours prononces au Congrès à l'occasion de la mort de Henry Clay, et de les publier en brochure au nombre de dix mille exemplaires.—Adoptee.

CHAMBRE DES REPRESENTANS.—La Chambre délibere sur le bill du comte des terres, dont le but est de venir en aide a un chemin de fer destine a relier l'ocean Atlantique au Mississipi et devant aboutir a Memphis. Le bill est déposé sur le bureau par 96 voix contre 61.

On procede a l'élection contestée de la Pennsylvanie. M. Polk, le Tenessien, demande le dépôt sur le bureau des resolutions presentées a ce sujet par un comité special. Cette motion prevaut par 91 voix contre 74.

La Chambre se constitue en comite general, et, apres avoir délibere quelque temps, s'ajourne.

KENTUCKY.—Le gouverneur du Kentucky a offert a M. JAMES GUTHRIE, democrate, de le nommer au senat des Etats Unis en remplacement de M. Clay. M. Guthrie n'a pas voulu accepter cette nomination.

HEBRIDES ET ST THOMAS.—Le steamer Merlin est arrivé a New York le 2 de ce mois avec des dates des Bermudes jusqu'au 26 juin et de St Thomas jusqu'au 23. Les affaires dans cette dernière ile etaient languissantes. La corvette americaine Albany, commandant Platt, y etait arrivee le 9, venant de la Havane, et avait repris la mer le 22 pour Coni Island.

INCENDIE A MONTREAL.—Une dépêche télégraphique transmise de New York vendredi dernier, annonce qu'un terrible incendie s'était déclaré ce jour là a Montreal et que quatre cents maisons avaient été reduites en cendres.—Une autre dépêche porte le chiffre des maisons détruites a deux mille, l'incendie rageant depuis trente heures.

CALIFORNIE.—Le steamer *Northern Light* est arrivé à New York le 2 de ce mois, venant de San Juan qu'il a quitté le 24 juin avec 300 passagers et $ 400,000 en poudre d'or.

Le steamer *Empire City* est arrivé a San Juan del Sud le 27 du mois dernier, venant de San Francisco et ayant a bord 150 passagers. Le steamer *S. S. Lewis* est parti le 14 pour San Francisco.

Les nouvelles de la Californie apportées par le *Northern Light* sont d'un jour plus recentes. On ne dirige de toutes parts vers les montagnes où l'or est abondant. Des steamers que l'on croyait épuisés recommencent manifiquement les travaux des mineurs.

Panama a été le théâtre d'une émeute entre des Americains et environ 300 habitans du pays. Il y a eu beaucoup de blessés, et les troupes ont du intervenir pour rétablir l'ordre.

Le Sénat de Bogota a refusé d'aliéner un Etat le territoire de Pinchmo de Panama. En revanche il avait autorisé le Président à porter l'effectif de l'armée à trente mille hommes pour s'opposer à l'invasion de Flores, mais la Chambre n'a pas voulu voter le projet de loi.

M. MANN, consul des Etats-Unis à Acapulco a été emprisonné. Voici pourquoi. Les autorités mexicaines ayant mis la main sur l'américain *Commodore Blackton*, M. Rice protesta contre la vente et annonça par des affiches que le marché serait nul. Le juge irrité ordonna que les affiches fussent arrachées. L'une d'elles était au consulat: un individu se présente pour la déchirer, mais le consul lui présente le canon d'un pistolet en lui disant que s'il mettait la main sur le papier il lui ferait sauter la cervelle. L'individu se retira et fit arrêter le consul.

M. SAMUEL J. PETERS, une des personnes qui se trouvaient à bord de *St-James* au moment de l'explosion, et qui ont été recueillies à bord de *Californie*, a offert au capitaine de ce dernier steamer une magnifique montre en or. M. Peters a accompagné ce présent d'une lettre où il exprime en termes chaleureux sa captivation Exaign sa profonde reconnaissance de l'éminent service que celui-ci a rendu, non sans courir de grands dangers, aux malheureux survivans du *St-James*.

EUROPE.

Nos listes de journaux européens, apportés par le steamer *Africa*, nous ont été transmis samedi, ainsi que notre correspondance parisienne que l'on trouvera plus loin. Les dernières dates de Paris sont du 17 juin et de Liverpool du 19.

L'*Univers* et le *Journal des Débats* sont aux prises. M. l'abbé Gaume, dans un livre intitulé: *le vrai rongeur des sociétés modernes*, avait signalé l'enseignement classique comme un des grands dangers de notre époque et une menace perpétuelle à l'adresse de l'Eglise. C'est ouvrage a trouvé des approbateurs et des adversaires dans le clergé lui même qui n'est divisé, et à cette heure la lutte n'est point seulement de journal a journal, mais elle existe aussi entre les evêques. On se rappelle que l'un d'entre eux, Mgr Dupanloup, a lancé un mandement pastoral contre l'ouvrage de M. l'abbé Gaume. Ce mandement, intitulé: *le danger et le devoir*, a été suivi d'une brochure de M. Veuillot: *le rongeur de la Cathédrale*. Enfin il vient d'en paraître un troisième, qui est l'œuvre de M. l'abbé Gaume lui-même. Il prend à partie le dix septième siècle, qu'il attaque vivement et pousse, par-dessus tout, Bossuet et Fenelon, qu'il accuse d'avoir décrié les cathédrales gothiques. Enfin il va jusqu'à déclarer que le jour viendra ou les écrivains de ce prétendu *grand siècle* en littérature, chrétienne seront aussi palpables que ses *imperfections* en l'architecture gothique. Voila donc fini le *Journal des Débats*, Bossuet, Fenelon et tous les écrivains du dix-septième siècle excommunié comme des *imperfections* et comme des pierres par cette partie du clergé dont l'*Univers* est l'organe dans la presse!

La lettre de M. l'évêque d'Arras restera comme la pièce la plus curieuse du procès. Nous la mettons en entier sous les yeux de nos lecteurs.

«Paris, le 5 juillet 1851.

«Monsieur le vicaire général,

«Je n'ai encore lu que la moitié de votre ouvrage sur l'appréciation curiéuse de ce que l'on a malheureusement appelé la *Renaissance*. Je ne saurais trop vous dire tout le bien que combien j'y trouve de profond et courageux aperçus.

«Comptez bien cependant, et pour cela même, sur de nombreux et puissans contradicteurs.

«On vous dira que vous êtes un téméraire, et presque un sacrilège, que les plus grands génies qui ont paru dans l'Eglise à un dix-septième siècle, que les Ordres religieux qui ont rendu les plus éminents services à la religion, sont jetés par vous indirectement par vos accusations; on vous dira qu'il est question d'analyser à un détail de pédagogie la déplorable affaiblissement de la foi dans notre société moderne, que depuis trois siècles, depuis trente années, l'éducation faite avec les meilleures pensées a produit des résultats déplorés, souvent parfaits, etc., etc.

«Il y a beaucoup à répondre à ces reproches, qui ne sont été faits à aucl auteur à l'exception de la part de ceux qui, depuis Luther et Calvin, jusqu'à nos directeurs religieusement de tous les temps, ne cessent de répéter la même chose.

«Je ne borne, pour cette fois, à faire cette question: Le jugement du dix-septième siècle, sur l'art chrétien, a-t-il été, au point de vue religieux, un progrès ou une décadence?

«Je réponds: Il a été certainement une décadence. Il n'est pas un de nos écrivains, y compris Bossuet et Fénélon, qui n'ait décrié nos cathédrales gothiques. Sommes-nous donc obligés de les décrier encore par respect pour ces grands génies; et de ce qu'il se fait sans doute des prières aussi ferventes dans les bonnes églises que les pieux modernes que nous les égrènes aux réunions du moyen âge, me forcerez-vous à soutenir que les cathédrales de Paris, de Reims, de Strasbourg, d'Amiens, de Bourges, &c. ne sont pas plus conformes à l'esprit chrétien que les riches *salons* de la Madeleine et de Notre-Dame-de-Lorette?

«Non, le *grand siècle*, comme l'on dit, n'a pas été infaillible, et le jour viendra où ces erreurs en littérature chrétienne seront aussi palpables que le sont déjà ses imperfections et ses insolences dédains sur les plus étonnantes constructions inspirées par le christianisme. Que n'ai-je pas à dire de sa statuaire, de sa petite peinture, de sa musique, de son théâtre! Que prouvent des noms illustres ou même des institutions respectables contre des faits de cette dépendance, dont il importe de faire sortir tant de moniteurs que je ne crains pas d'appeler honteux pour une nation qui porte le nom de fille aînée de l'Eglise!

«Hélas! si nous eussions, vous et moi, monsieur le vicaire général, vécu a cette époque, nous eussions vraisemblablement pensé et parlé comme tout notre siècle, parlant et pensant, parce qu'il y a des influences publiques que des individus ne dominent presque jamais.

«Non-seulement il n'est pas vrai du gallicanisme! Aujourd'hui le gallicanisme est jugé; eh bien! il faut que le paganisme le soit: il faut que l'un entre vivement son introduction a été une faute, comment son regne dans la société chrétienne a été un grave danger.

«Pour moi, je dirais, il y a déjà bien quinze ans, a ceux qui m'entouraient: «Avant un demi-siècle, on comprendra que la Renaissance a été la plus redoutable épreuve de l'Eglise de Dieu depuis son berceau.»

«Vous avez bien devancé mes prévisions; car, même en faisant ses réserves sur certains passages, quand on vous lit sans prévention, on se sent véritablement effrayé à la vue de cette peste mortelle qui s'étendait sur tous les corps et sur les parties les plus vitales de l'épouse immaculée de Jésus-Christ, comme sur son opinion!

«Veuillez donc, monsieur l'abbé, agréer l'assurance de ma sympathie et l'expression de ma reconnaissance.

«P. L., *évêque de Langres.*»

Chronique Locale.

PROFESSEURS.—Les professeurs dont les noms suivent ont été nommés par les Directeurs des Ecoles Publiques pour le second district:

Ecole primaire des garçons—MM. Rouen, LeBreton et John Dermit.

Ecole primaire des demoiselles—Mmes Bigot, Lizet et Cornet.

Ecole des demoiselles, rue Bienville—Mme Dubois, Mme Rebouché, Mlle E. Wagner et Mlle Mullen.

Ecole des garçons, rue Bienville—MM. Duchesne, Fallon, Durel et Mlle Ann Kent.

Ecole des demoiselles, rue Bourgogne—Mlle Gardner, Mlle Fisher, Mlle Marcus, Mlle Purcell, Mlle A Cuvellier, Mlle Henry et Mme Davis.

Ecole des demoiselles au Chemin du Bayou—Mme Kerr, Mlle Kinnet et Mlle Vignaud.

Ecole des garçons, rue des Remparts—M. LaMothe, M. A. Peyroux, M. Delpuech, M. Rouzan, Mlle Ann Gallicet et Mme Andry.

Ecole des demoiselles, rue Ste-Anne—Mme Soyaux, Mme Carey, Mlle Coppenard, Mlle McInnis et Mlle Choppard.

Ecole des demoiselles, rue St-Louis—Mme Soyaux, Mme Carey, Mlle Coppenard, Mlle McInnis et Mlle Choppard.

(1) Général de division très protégé par Louis Philippe.

(2) Ancien conférencier du duc de Chartres N. ancien ministre de Louis Philippe.

(3) Journaliste de France, ayant prêté serment à Louis Bonaparte, et à ses fonctions depuis.

(4) Général de division. C'est lui qui n'étant que chef d'escadron enleva, sur un territoire étranger, le duc d'Enghien qu'il assassiné quelques jours après, dans le fossé de Vincennes par ordre de Napoléon.

(5) Banquier, banquier de finance et homme taré du vieux régime.

A vous la suite de Louis XVI.

Nouvelles Diverses.

PARIS 17 juin 1852.

L'intérim du ministere de l'intérieur cesse a partir de ce jour. M. Fortoul, le titulaire, de retour de son voyage, a repris la signature.

—On a répandu le bruit, a diverses reprises, que la session actuelle du corps législatif se prolongerait au delà du mois de juin, quoique cette époque ait été fixée par le décret de convocation. Cette assertion est complètement inexacte, aussi, pour terminer des travaux en temps utile, le bureau du Corps législatif a décidé qu'il tiendrait des séances plus fréquentes. Il doit voter, on le sait, le budget des recettes et des dépenses pour 1853; il doit aussi discuter et voter sur divers projets de loi soumis en ce moment au conseil d'Etat. Ces projets concernent, notamment, l'établissement de huit compagnies comme en Angleterre.

—En créant de nouveaux impôts, le gouvernement veut faciliter l'équilibre entre les recettes et les dépenses, tant de fois amoncé et qui cependant n'a pas encore été établi. Il espère, en arrivant à augmenter les recettes de 60 ou 65 millions sans grever la propriété agricole de charges plus lourdes qui auraient à la reprise des affaires.

—Où a parlé plusieurs fois d'établir un impôt sur les rentes; mais cet impôt ne rentre pas, assure-t-on, dans les combinaisons financières du nouveau plan. Il serait, en effet, peu revenu onéreux; c'est ainsi que cela se pratique chez nos voisins d'outre-manche; mais ce qui révolte c'est de voir ces mêmes gens qui jetaient naguères feu et flammes contre le gouvernement issu de la révolution parce qu'ils lui supposaient l'intention de frapper le bas d'un impôt, reprendre aujourd'hui aux vieillards socialistes de M. Louis Bonaparte.

Un autre impôt bien plus grave que celui là c'est l'impot sur le papier, lequel est englobé dans le projet de loi dont je vous parlais tout-à-l'heure. Cet impôt ne s'élèverait pas à moins de la qualité de papier; il frappe tous les papiers de carton, et même du même coup une quantité d'industries. Les journaux déjà si épuisés depuis le 2 décembre ne résisteront pas a cette nouvelle charge—pour quelques uns, c'est une augmentation de cent cinquante mille francs par an. La librairie qui elle-même languit et agonise, va aussi finir par disparaitre tout à fait. Du reste, ces messieurs du gouvernement se frottent les mains et déclarent tout haut quelque impôt a été proposé que pour tuer le journal qui le frappe. Il n'est pas sur les livres de la librairie qui fatigueront le plus la pauvre cervelle humaine. A l'heure qu'il est, Paris et la Province se sentent entourés, épiés par la police et comme enveloppés sous son ignoble réseau. On vit de plus en plus dans la défiance et dans l'anxiété; les imaginations s'effectent; chacun se croit observé, suivi, désespé. Ce n'est pas qu'il n'ait assez de dénonciations écoutées pour motiver toutes les alarmes, toutes les lettres violées pour autoriser à croire que la poste n'est plus qu'une vaste entreprise d'espionage politique: le pouvoir ajoute avec intention à dessein toujours qu'une vaste entreprise d'espionage politique: le pouvoir ajoute avec intention à dessein toujours qui servent aux fondations d'« inspirations; et n'ayant pas plus d'ailleurs le respect de la loi que qu'il n'a le respect du pays, il se répandit cette contagion d'épouvante, comme d'un symptôme qui lui prouve sa force. La folie pense toujours dans les traditions antiques pour un chatiment divin; ces traditions s'accomplissent encore aujourd'hui sur nous. Tous tant que nous sommes, la faim nous gagne. En haut c'est l'hallucination de l'orgueil, en bas c'est l'hallucination de la peur.

Ces réflexions me sont suggérées par une pièce assez curieuse que j'ai sous les yeux—il s'agit d'une circulaire émanée de l'inspecteur général de police, M. Carlier, ancien chef de M. de Rancé, ancien militaire et ancien représentant du peuple, a cité après 1848. *Vive la République* plus haut que personne. Voici le texte de sa circulaire:

«M. le Commissaire de police, je vous adresse une instruction dont je vous invite à méditer l'esprit et la lettre.

«Vous devez correspondre avec moi directement; vous nos forces consultes avec le plus rigoureuse exactitude les noms, demeures et professions de tous les individus, sans distinction de rang, de fonctions ou de professions, qui, par des actes ou des menées quelconques manifesteront, soit à l'égard du gouvernement, soit entre eux, la personne du chef de l'Etat des opinions opposées ou des *intentions* malveillantes.»

Cela n'a pas besoin de commentaire.

Le gouvernement de M. Louis Bonaparte a naturellement pour allié le parti clérical qui prend racine partout, qui partout s'insinue et relève plus que jamais la tete. Croirieu vous que dans un journal publié ces jours passés par M. l'évêque d'Arras, celui-ci a mis sur le même rang que Voltaire et que Rousseau, Fénélon et Bossuet, ces *détestables gallicans*.

De pareilles énormités vous donneront, mieux que tout ce que je pourrais vous dire, la mesure de ce qui se passe dans notre malheureux pays. Tout cela est bien triste, car il est difficile a un homme de sens de ne pas prévoir que tout cela ne peut pas durer et qu'a moins d'un miracle, la France sera encore une fois forcée de se tordre dans les douleurs d'une dernière convulsion pour se débarrasser de tous ses ulcères, de tous ses cancers. Il faut donc vous hâter de vous réjouir des travaux en temps utile, le bureau du Corps législatif a décidé qu'il tiendrait des séances plus fréquentes. Il doit voter, on le sait, le budget des recettes et des dépenses pour 1853; il doit aussi discuter et voter sur divers projets de loi soumis en ce moment au conseil d'Etat. Ces projets concernent, notamment, l'établissement de huit compagnies comme en Angleterre.

—En créant de nouveaux impôts, le gouvernement veut faciliter l'équilibre entre les recettes et les dépenses, tant de fois annoncé et qui cependant n'a pas encore été établi. Il espère, en arrivant à augmenter les recettes de 60 ou 65 millions sans grever la propriété agricole de charges plus lourdes qui auraient à la reprise des affaires.

—On a parlé plusieurs fois d'établir un impôt sur les rentes; mais cet impot ne rentre pas, assure-t-on, dans les combinaisons financières du nouveau plan. Il serait, en effet, peu revenu onéreux; c'est ainsi que cela se pratique chez nos voisins d'outre-manche; mais ce qui révolte c'est de voir ces mêmes gens qui jetaient naguères feu et flammes contre le gouvernement issu de la révolution parce qu'ils lui supposaient l'intention de frapper le bas d'un impôt, reprendre aujourd'hui aux vieillards socialistes de M. Louis Bonaparte.

Un autre impôt bien plus grave que celui là c'est l'impot sur le papier, lequel est englobé dans le projet de loi dont je vous parlais tout-à-l'heure. Cet impot ne s'élèverait pas à moins de la qualité de papier; il frappe tous les papiers de carton, et même du même coup une quantité d'industries. Les journaux déjà si épuisés depuis le 2 décembre ne résisteront pas a cette nouvelle charge—pour quelques uns, c'est une augmentation de cent cinquante mille francs par an. La librairie qui elle-même languit et agonise, va aussi finir par disparaitre tout à fait. Du reste, ces messieurs du gouvernement se frottent les mains et déclarent tout haut quelque impôt a été propose que pour tuer le journal qui le frappe. Il n'est pas sur les livres de la librairie qui fatigueront le plus la pauvre cervelle humaine. A l'heure qu'il est, Paris et la Province se sentent entourés, épiés par la police et comme enveloppés sous son ignoble réseau. On vit de plus en plus dans la défiance et dans l'anxiété; les imaginations s'effectent; chacun se croit observé, suivi, désespé. Ce n'est pas qu'il n'ait assez de dénonciations écoutées pour motiver toutes les alarmes, toutes les lettres violées pour autoriser à croire que la poste n'est plus